

« Attribuer aussi les JO 2028 serait une bonne chose »

OLYMPISME Pierre-Olivier Beckers, président du COIB et membre du CIO, est favorable à une double désignation de Los Angeles et Paris pour les deux prochains Jeux

► Villes candidates qui renoncent, installations de Rio dégradées, explosion des coûts : les JO et le mouvement olympique sont dans la tourmente.

► Pierre-Olivier Beckers donne son avis sur ces questions délicates.

ENTRETIEN

Le climat autour du mouvement olympique a rarement été aussi pesant que ces dernières semaines. Entre les villes candidates à l'organisation des Jeux qui se retirent sous la pression populaire ou financière - la dernière en date, Budapest, laissera les seules Paris et Los Angeles se disputer les JO 2024 -, les images désastreuses des installations sportives de Rio à l'abandon, les coûts des futurs Jeux de Tokyo qui explosent et les soupçons de corruption autour de l'attribution des JO 2016 révélés par Le Monde, la tempête souffle à Lausanne.

Membre du CIO depuis 2012, président de son Comité d'audit et membre de sa Commission d'éthique, Pierre-Olivier Beckers, le président du COIB, est sans doute l'un des hommes les mieux placés pour évoquer ces turbulences.

Pierre-Olivier Beckers, que vous inspire la situation dans laquelle se trouve le mouvement olympique aujourd'hui ? Peut-on parler de climat de défiance ?

Je ne sais pas si on peut l'appeler comme ça. À côté des problèmes que l'on connaît, il y a beaucoup de dossiers d'initiative en chantier, de travail pour essayer de montrer l'exemple sur la route d'un sport plus propre, mieux organisé, avec une gouvernance plus moderne. Il faut séparer les dossiers. Sur le plan de la lutte antidopage, par exemple, ce que nous faisons est extrêmement

encourageant : on sanctionne les athlètes retestés positifs en 2008 et 2012, en attendant 2010 et 2014, on demande la mise en place d'une autorité indépendante, on souhaite que l'on aille plus loin dans les investigations.

Il y a aussi ces renoncements en cascade des villes candidates aux Jeux qui font qu'il n'y en a eu que deux pour les JO d'hiver 2022 (Pékin et Almaty) et qu'il n'y en aura que deux pour les JO d'été 2024 (Los Angeles et Paris). Qu'est-ce que ça dit du processus d'attribution des Jeux ?

Ça dit plusieurs choses, à commencer qu'il y a deux villes extraordinaires qui vont se disputer les JO 2024 ! Avec des candidates de ce calibre-là, il n'y a pas besoin de créer une compétition entre 5 ou 6 villes, même si cela pourrait sembler plus dynamique...

Il y a quand même un malaise... Effectivement. Mais la visibilité des candidatures est telle, au-

jourd'hui, que celles-ci sont capturées par des intérêts politiques pour faire avancer des idées dans un sens ou un autre, en général par les partis d'opposition. On l'a encore vu avec Budapest. Face à cela, le CIO ne peut pas faire grand-chose.

Les opinions publiques ne vous sont quand même pas très favorables non plus !

L'opinion publique réagit par rapport aux

infos qu'on lui donne. Si on lui dit que son pays et sa ville veulent organiser les Jeux et que ça va coûter 25 milliards de dollars pour deux semaines de compétition, il est évident que les gens vont se poser des questions.

C'est de l'info diffusée à dessein et dans un but spécifique. C'est une perception fautive.

L'organisation des Jeux, c'est un budget de 3 à 3,5 milliards de dollars qui est to-

talement sous contrôle pour chaque ville organisatrice. À côté de ça, il y a un budget spécifiquement lié aux infrastructures sportives pour lequel le CIO encourage des installations existantes ou démontables ; c'est un message qui doit encore se renforcer. Et puis, il y a le troisième budget, celui de la modernisation de la ville ou de la région (aéroport, ring, métro, village olympique,...) qui devrait mieux s'inscrire dans une politique à long terme et qui est totalement manipulé par ceux qui s'opposent aux JO. Aucune société dans le monde qui fait un très gros investissement ne va exiger de retour sur investissement en deux ans !

Les référendums vous ont coûté quelques renoncements. Ne faut-il plus les organiser ?

C'est une question qu'on peut se poser. Il y a beaucoup d'exemples récents qui montrent qu'un référendum systématique est souvent une manière pour les hommes poli-

tiques de fuir leurs responsabilités. Les Jeux, ce sont des enjeux qui dépassent les quelques années qui viennent et qui sont d'une grande technicité et complexité. Si on pense, à un moment donné, qu'ils peuvent profondément transformer une ville et que celle-ci en a besoin, il faut prendre ses responsabilités. Avec, je l'admets, un meilleur accompagnement et plus de clarté de la part du CIO pour éviter les « éléphants blancs » et que des choses inutiles viennent plomber l'image du mouvement olympique et la santé financière de la ville. Il faut mieux estimer les coûts au départ en impliquant d'emblée les meilleurs experts d'un pays.

Quand vous voyez les installations de Rio délaissées six mois après les Jeux, vous ne vous posez pas de questions ?

Ça me fait mal, bien sûr, et ce n'était évidemment pas l'ob-

jectif recherché. La Ville de Rio a laissé tomber ses infrastructures pour diverses raisons. Mais je conçois que le CIO devrait plus s'impliquer dans la continuité, et ce dès l'élection de la ville hôte.

Le CIO ne devrait-il pas aussi plus investir qu'il ne le fait actuellement dans le financement des Jeux ?

Non, je ne pense pas. Il y contribue déjà à hauteur d'1 milliard de dollars, ce que les villes ne disent pas beaucoup...

Plaidez-vous pour une réforme dans le processus d'attribution des Jeux ?

Oui, et je ne suis pas le seul à le faire. Le président du CIO, Thomas Bach, en est également convaincu. On va plancher sur des propositions de réforme lors d'une session extraordinaire, en juillet. Le CIO doit prendre ses responsabilités

pour améliorer et alléger le processus d'attribution des Jeux. Une candidature coûte clairement trop cher - entre 30 et 50 millions de dollars. Et si une ville n'est pas élue et qu'elle veut se représenter quatre ans plus tard, elle va encore devoir dépenser des dizaines de millions de dollars. Il y a un moment où ça décourage les gens.

Etes-vous favorable à la double attribution des JO de 1924 et 1928 à Los Angeles et Paris en septembre, à la session du CIO à Lima ?

Ce serait une bonne chose. Le faire maintenant, quand on sait qu'il y a une crise à résoudre sur ce processus, et pouvoir ainsi éviter qu'il y ait un perdant et qu'une des deux villes se dise « J'ai dépensé tout ça pour rien », confirmer la tenue des Jeux dans deux cités extraordinaires et emblématiques qui sont capables de les organiser de manière professionnelle me semble extraordinairement positif pour le mouvement olympique. Ça nous donnerait le temps jusqu'en 2025 de faire une réforme en profondeur. D'un autre côté, il faut voir si Paris et Los Angeles seront d'accord. Dans les deux

cas, il y a aujourd'hui une harmonie qui permet à la candidature d'aller de l'avant ; rien ne dit qu'elle sera encore là pour 2028. Il faudra apporter le bébé avec l'eau du bain à des autorités, un maire, qui ne seront sans doute plus les mêmes qu'aujourd'hui...

On a aussi évoqué un système de rotation de quelques grandes villes de par le monde...

C'est totalement illusoire. Le mouvement olympique, dans ses valeurs, a d'abord la volonté de s'ouvrir sur le monde, de mettre en avant le principe d'universalité. Le jour où on décide qu'on va

tourner entre cinq grandes capitales mondiales, on supprime complètement cette approche où la population et les athlètes d'un continent, d'une culture particulière peuvent avoir le droit de recevoir les Jeux et de « concourir » chez eux.

Et une co-organisation de deux villes ou deux pays comme on l'a déjà vu en football ?

S'il y a une logique culturelle et logistique, je suis convaincu que ça arrivera. Des Jeux co-organisés en Belgique et aux Pays-Bas, par exemple, cela me semble tout à fait possible. Si une telle proposition arrive sur la table, beaucoup de membres du CIO pourraient y être favorables.

Une dernière question, au président du COIB cette fois. Vous venez de reconnaître que la marathonnienne Ria Van Landeghem, injustement accusée de dopage,

n'aurait pas dû être exclue des Jeux de Séoul. Prévoyez-vous une compensation financière ?

Non, ce n'est pas prévu dans l'accord que nous avons avec elle et ce n'est d'ailleurs pas ce qu'elle de-

mandait. Ria Van Landeghem voulait exclusivement être restaurée dans sa fierté et son intégrité, ce qui est fait. Elle est aujourd'hui une olympienne à part entière et nous ne manquerons pas de l'inviter chaque fois que nous aurons une activité avec nos anciens sélectionnés. Je m'y engage. ■

Propos recueillis par PHILIPPE VANDE WEYER

« Aujourd'hui, une candidature olympique coûte clairement trop cher »